



**Ian BROSSAT**  
Secrétaire national de l'Anecr

**E**n baissant les APL de tous les locataires de 5 euros au 1<sup>er</sup> octobre dernier, Emmanuel Macron s'était clairement affiché comme le président des riches. Mais ce n'était hélas qu'un début. Car non content de faire directement les poches aux plus modestes, l'ancien banquier veut détruire le modèle du logement social français.

La baisse des APL pour les ménages du parc social, qui paraîtra indolore aux familles car leur loyer baissera d'autant, menace en effet de ruiner des dizaines de bailleurs sociaux qui vont perdre au global 1,5 milliard d'euros. C'est d'autant moins de services rendus aux locataires, de réhabilitations ou de constructions neuves.

Mais Emmanuel Macron réserve bien d'autres mauvais coups aux familles des classes populaires et moyennes.

La loi logement en préparation entraînera ainsi par exemple l'éviction automatique des locataires de HLM dès que leurs ressources dépasseront de un euro les plafonds autorisés. Résultat : potentiellement des milliers de familles de classes moyennes sorties du parc social pour allonger la longue file d'attente des familles cherchant à se loger dans le privé...

Autre grave annonce : un bail précarité d'un à neuf mois pour les étudiants ou les salariés en CDD. Ou comment inventer les locataires jetables. En ajustant la durée du bail

à la durée du contrat de travail, les propriétaires pourront se débarrasser de leur locataire du jour au lendemain, sans protection ni garantie. C'est la promesse de lourdes difficultés supplémentaires pour les plus précaires.

Face à ces attaques, soyons-en convaincus : il est possible de faire reculer le président de la République. Selon un sondage, 68 % des Français soutiennent les actions menées

pour défendre les APL. Il nous appartient d'amplifier ce mouvement en alertant le plus largement possible sur ce qui se prépare. C'est notre rôle d'élus d'y contribuer. Mais au-delà de cette bataille défensive, nous devons également faire connaître nos propositions pour le logement de toutes et tous.

Construire 200 000 logements sociaux par an, renforcer la loi SRU à 30 % de logements sociaux en zones urbaines, augmenter les taxes sur les logements vacants et les résidences secondaires dans les zones

en déficit de logements, permettre que tout immeuble vide depuis trois ans soit réquisitionné pour accueillir des sans-abri et des familles en difficulté, restaurer et renforcer l'encadrement des loyers, supprimer la caution dans le parc privé...

En 2018, la question du logement sera au cœur du débat public. Les élus membres de notre association y prendront toute leur part. ●

**En 2018,  
le logement sera  
l'enjeu d'une  
grande bataille.  
Soyons prêts !**



**MAGAZINE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS**  
10, rue Parmentier - 93 189 Montreuil Cedex - Tél. : 01 48 51 78 78 - Fax : 01 48 51 50 72  
Internet : www.elunet.org - E-mail : elu@elunet.org

**Directeur :** Patrice Bessac - **Directeur délégué :** André Ciccodicola - **Comité de rédaction :** Patrice Bessac, Ian Brossat, Cécile Cukierman, Marie-Jeanne Gobert, Karina Kellner, Michel Lebouc, Romain Marchand - **Rédacteur en chef :** Frédéric Durand, 01 48 51 15 77, fdurand@elunet.org - **Secrétaire générale de la rédaction :** Nathalie Thoraval, 01 48 51 15 79, nathaliethoraval@elunet.org - **Rédaction :** Nicolas Liébault, 01 48 51 15 82, nliebault@elunet.org - **Ont collaboré à ce numéro :** Bruno Cohen-Bacrie, Joëlle Cuvilliez, Dominique Sicot - **Photographe :** Arnaud Robin - **Dessin :** Placide - **Correctrice :** Josyane Goutenegré - **Création graphique et réalisation :** CouleurKfé, 01 48 58 39 50, fredou@couleurkfe.fr, seb@couleurkfe.fr - **Publicité :** Comédiance, Catherine Birsinger, 01 49 22 74 45 - catherine.birsinger@comediance.fr - **Abonnement :** Marie-Catherine Ondoua, 01 48 51 15 83, mcondoua@elunet.org - 1 an, 11 numéros : 90 € - Étranger : 100 € - Prix du n° : 12 € - **Directeur de la publication :** Michel Barrier - **Imprimerie :** Rivet, Limoges, CCP 3473475G La Source - **Commission paritaire :** N° 0921 G 84933 ISSN 0181-2736 - **Associé principal :** Anecr - **Dépôt légal :** janvier 2018



**PEFC**  
10-31-1345  
Certifié PEFC  
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
pefc-france.org